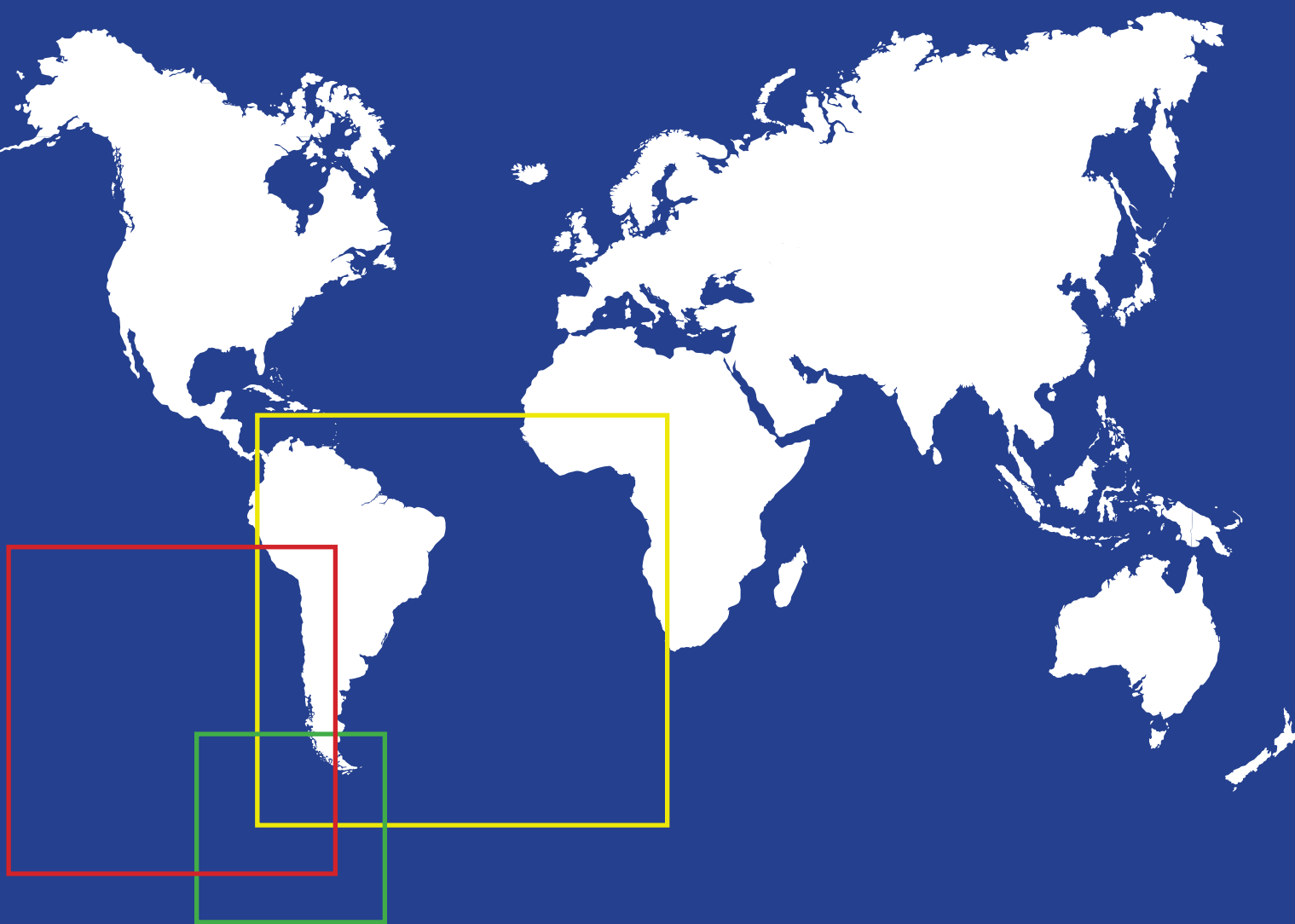




Bureau  
international  
du Travail

# Profil Pays du Travail Décent NIGER



**Profil Pays  
du Travail Décent  
NIGER**

# Résumé

Le Profil Pays du Travail Décent du Niger constitue une première analyse des dix éléments des quatre dimensions du travail décent telles que définies dans l'Agenda du Travail Décent du BIT, c'est-à-dire les droits au travail, la promotion de l'emploi, la protection sociale et le dialogue social. Cette étude analyse les informations législatives et statistiques compilées pour chacune de ces dimensions à partir des données nationales existantes. Elle met aussi en lumière les données statistiques manquantes pour une collecte de données plus complète sur le travail décent dans les futures enquêtes nationales. En effet, une des priorités du Gouvernement du Niger est de produire des indicateurs plus pertinents et plus fiables sur le travail décent en vue d'assurer un meilleur suivi-évaluation des politiques et programmes en matière de travail décent.

Un des défis majeurs du Niger est de réussir son passage d'une économie fortement centrée sur le secteur primaire (45,2 % du PIB en 2010), dépendant des aléas climatiques et soumis aux chocs extérieurs vers une économie plus équilibrée, génératrice d'emploi productifs. Cette évolution doit favoriser le développement du travail décent et bénéficier à la population nigérienne caractérisée par son extrême jeunesse (la moitié de la population a moins de 15 ans), sa croissance démographique élevée (3,3 % par an) et un taux de fécondité élevé (7,1 enfants par femme en âge de procréer en 2006, selon les estimations de l'INS). La réduction des inégalités et du niveau de pauvreté nationale est aussi une préoccupation permanente des autorités. La situation a montré quelques signes encourageants entre 2005 et 2008 avec des indicateurs d'inégalité de revenus plus favorables (l'indice de Gini est passé de 43,7 % à 36,3 %) et une légère baisse de la proportion de pauvres (62,1 % en 2005 et 59,5 % en 2008). Il n'y a cependant pas de données plus récentes permettant d'évaluer l'impact de la crise mondiale de ces dernières années sur les niveaux de pauvreté et d'inégalité.

Les principaux indicateurs portant sur les **opportunités d'emploi** décrivent une population peu occupée (41,6 % de la population âgée de 15 à 64 ans est employée en 2008) et essentiellement tournée vers une économie de subsistance. Les taux de chômage relativement faibles (2,4 % de la population active et 2,3 % des 15-24 ans en 2008) ne reflètent que partiellement les difficultés rencontrées sur le marché du travail, caractérisé par le sous-emploi et de faibles revenus. Un des défis majeurs du Niger est de favoriser les opportunités d'emploi dans un marché insuffisamment structuré et faiblement productif et de mettre en place les services d'appui et les institutions nécessaires à la formalisation du marché du travail.

Le peu de données statistiques portant sur les **gains adéquats et sur le travail productif** limite fortement l'analyse. La proportion de travailleurs pauvres représente plus de la moitié des travailleurs, soit 51,4 % en 2008, tandis que le taux de bas salaires pour les salariés et les travailleurs à la tâche est de 46,9 % en 2008. Globalement, la pauvreté est plus répandue en milieu rural qu'en milieu urbain avec une incidence plus forte chez les agriculteurs, les travailleurs indépendants du secteur informel urbain et les chômeurs<sup>1</sup>. La pauvreté chronique et la vulnérabilité de certaines catégories sociales s'explique notamment par la difficulté d'accès aux ressources productives, dont la terre et le capital financier, et la faiblesse des aptitudes techniques et professionnelles. La ratification par le Niger de la Convention internationale sur la fixation des salaires minima et son application est une première étape vers un marché du travail plus décent.

Les données statistiques et juridiques concernant le **temps de travail** confortent l'idée de dichotomie du marché du travail entre un secteur moderne structuré, couvert par le Code du Travail, princi-

<sup>1</sup> O. Habi (2011) *Mesure et suivi du travail décent au Niger, Etude diagnostique*. MAP/BIT, Genève.

palement urbain et un secteur traditionnel, souvent informel, caractérisé par l'absence de conditions décentes de travail et qui est prédominant dans le secteur agricole où la vulnérabilité est accrue. En 2008, 69,3 % des travailleurs comptabilisent moins de 40 heures hebdomadaires dont la plupart sont ruraux (73 % des travailleurs ruraux travaillent moins de 40 heures par semaine).

Concernant la dimension « **Combiner travail, famille et vie privée** », les textes législatifs concernant les congés de maternité et les autorisations d'absence accordées à l'occasion d' v nements familiaux existent et même s'ils ne sont observés que dans le secteur formel, ils représentent les prémices d'une structure favorable au travail décent.

Les **formes de travail à abolir** sont de réelles préoccupations au Niger et leur éradication reste une priorité pour les autorités. En 2009, le pays a entrepris une enquête nationale sur le travail des enfants (ENTE). Le travail des enfants à abolir est estimé à 42,1 % du total des enfants en situation de travail. Le travail forcé est estimé à 1,4 % des adultes et à 2,8 % des enfants économiquement actifs. Les principaux facteurs explicatifs sont relatifs aux pratiques traditionnelles et à la pauvreté, notamment en zone rurale, et concernent surtout les populations les plus vulnérables dont les femmes et les enfants.

Les indicateurs portant sur la **stabilité et la sécurité de l'emploi** montrent que 33,4 % des emplois salariés et à la tâche, qui comptabilisent moins d'un quart des emplois totaux, sont temporaires. La proportion de travailleurs indépendants et de travailleurs familiaux reste élevée, soit 91,3 % des actifs occupés.

**L'égalité des chances et de traitement dans l'emploi** reste un défi majeur. La structure législatrice existante (le Niger a ratifié les Conventions n  100 sur l'égalité de rémunération de 1951 et n  111 concernant la discrimination de 1958) n'est a priori pas assez efficace pour être traduite

en actions concrètes. Statistiquement, les rares indicateurs disponibles reflètent une situation où les femmes n'ont pas le même accès à l'emploi que les hommes ; en effet, elles n'occupent que 17,2 % des emplois salariés.

La **sécurité du milieu du travail** au Niger est difficile à juger sur la base des données publiées qui ne concernent que les travailleurs couverts par la convention collective interprofessionnelle. Toutefois, les infrastructures mises en place pour assurer la sécurité du milieu du travail sont largement insuffisantes.

Les autorités qui ont conscience de l'importance de la protection sociale comme levier majeur de la lutte contre la pauvreté ont adopté un document de Politique Nationale de Protection Sociale en 2011. Actuellement, deux régimes de sécurité sociale sont inscrits dans la loi en matière d'assurance vieillesse, couvrant respectivement les fonctionnaires et les salariés du secteur formel. En matière de santé, le Code du Travail et la convention collective interprofessionnelle et le décret n  165-117 du 18 août 1965 portant détermination des règles de gestion des régimes d'accidents du travail et maladies professionnelles, prévoient une couverture minimum à la charge de l'employeur. Dans les deux cas, ces assurances ne protègent que le travail formel salarié qui ne correspond qu'à une petite proportion des emplois totaux. Enfin, 1,3 % de la population des plus de 60 ans bénéficient d'une pension de retraite.

En ce qui concerne le **dialogue social et la représentation des travailleurs et des employeurs**, le bilan reste mitigé. Les structures législatives qui ont le mérite d'exister, restent inadéquates. Alors que la Constitution du pays garantit le droit syndical, ainsi que le droit de grève et le Code du Travail en régit les modalités, le manque de visibilité et de moyens financiers des acteurs (l'administration du travail, les organisations des travailleurs et celles des employeurs) est une raison principale des dysfonctionnements du dialogue social.